



LetkoBrosseau

Letko Brosseau Fonds équilibré
Letko Brosseau Balanced Fund

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

31 DÉCEMBRE 2024 ET 2023
(en dollars canadiens)



Table des matières

Rapport des auditeurs indépendants	1
États de la situation financière	3
États de l'évolution de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	4
États du résultat global	5
Tableaux des flux de trésorerie	6
Inventaire du portefeuille de placements	7
Notes afférentes aux états financiers annuels	14

Rapport de l'auditeur indépendant

**Raymond Chabot
Grant Thornton S.E.N.C.R.L.**
Bureau 2000
600, rue De La Gauchetière Ouest
Montréal (Québec)
H3B 4L8

T 514 878-2691

Aux administrateurs de
Letko Brosseau Fonds équilibré /
Letko Brosseau Balanced Fund

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de Letko Brosseau Fonds équilibré / Letko Brosseau Balanced Fund (ci-après « le Fonds »), qui comprennent les états de la situation financière aux 31 décembre 2024 et 2023 et les états de l'évolution de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables, les états du résultat global et les tableaux des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des informations significatives sur les méthodes comptables, et l'inventaire du portefeuille au 31 décembre 2024.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds aux 31 décembre 2024 et 2023 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (ci-après « normes IFRS de comptabilité »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes IFRS de comptabilité, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.*¹

Montréal
Le 5 février 2026

¹ CPA auditeur, permis de comptabilité publique n° A126944



	2024 \$	2023 \$
Actif courant		
Encaisse	611 161	457 241
Placements	641 335 692	587 281 570
Intérêts, dividendes et autres montants à recevoir	1 911 858	1 717 418
	643 858 711	589 456 229
Passif courant		
Sommes à verser au rachat de parts rachetables	700	278 277
Charges à payer	59 797	49 384
	60 497	327 661
Actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	643 798 214	589 128 568

Informations additionnelles

Nombre de parts rachetables en circulation (note 6)	34 395 191	32 984 543
Actif net par part attribuable aux porteurs de parts rachetables (note 7)	18,7177 \$	17,8607 \$

Approuvé par le conseil d'administration de Letko, Brosseau & Associés Inc., Gérant du Fonds

Daniel Brosseau, administrateur



	2024 \$	2023 \$
Actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables au début de l'exercice	589 128 568	601 885 992
Variation de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	73 501 101	65 363 852
Opérations sur les parts rachetables		
Produit de l'émission	37 092 128	23 469 088
Réinvestissement des distributions	43 936 960	21 187 823
Rachat	(54 224 310)	(99 826 537)
	26 804 778	(55 169 626)
Distributions effectuées au profit des porteurs de parts rachetables (note 7)		
Revenu net de placements	(19 867 054)	(19 782 944)
Gain net réalisé à la vente de placements	(25 769 179)	(3 168 706)
	(45 636 233)	(22 951 650)
Actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables à la fin de l'exercice	643 798 214	589 128 568



	2024 \$	2023 \$
Revenus de placements		
Revenus nets d'intérêts à des fins de distribution	6 917 815	6 436 337
Revenus de dividendes	13 562 205	14 367 580
Revenus nets de prêts de titres (note 10)	124 752	138 901
Gain (perte) de change sur encaisse	687 446	(99 927)
Gain net réalisé (perte nette réalisée) à la vente de placements	34 313 907	18 127 005
Variation nette de la plus-value (moins-value) latente des placements	18 647 169	27 503 012
	74 253 294	66 472 908
Charges		
Honoraires du fiduciaire (note 11)	158 224	168 884
Honoraires professionnels	14 844	17 126
Droits de dépôt	7 083	2 754
Retenues d'impôts	393 231	746 094
Coûts de transactions de portefeuille	178 811	174 198
	752 193	1 109 056
Variation de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	73 501 101	65 363 852
Variation de l'actif net par part attribuable aux porteurs de parts rachetables (note 3)	2,2371	1,8371



	2024 \$	2023 \$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Variation de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables	73 501 101	65 363 852
Ajustements ou variations au titre des éléments suivants :		
Perte (gain) de change sur encaisse	(687 446)	99 927
Perte nette réalisée (gain net réalisé) à la vente de placements	(34 313 907)	(18 127 005)
Variation nette de la moins-value (plus-value) latente des placements	(18 647 169)	(27 503 012)
Produit tiré de la vente ou à l'échéance de placements	288 346 035	337 630 654
Achats de placements	(286 489 347)	(276 084 493)
Intérêts, dividendes et autres montants à recevoir	(194 440)	(184 106)
Sommes à verser au rachat de parts rachetables	(277 577)	61 020
Charges à payer	10 413	7 148
	21 247 663	81 263 985
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Produit de l'émission de parts rachetables	37 092 128	23 469 088
Sommes versées au rachat de parts rachetables	(54 224 310)	(99 826 537)
Distributions payées en espèces aux porteurs de parts rachetables	(1 699 273)	(1 763 827)
	(18 831 455)	(78 121 276)
Variation de l'encaisse	2 416 208	3 142 709
Encaisse au début de l'exercice	457 241	702 503
Effet de change sur l'encaisse libellée en devises	(2 262 288)	(3 387 971)
Encaisse à la fin de l'exercice	611 161	457 241

Informations additionnelles

Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles :

Intérêts reçus	6 668 064 \$	6 313 635 \$
Dividendes reçus, nets des retenues d'impôts	12 750 701 \$	13 422 282 \$
Intérêts payés	8 370 \$	1 210 \$



	Quantité	Coût	Juste valeur
		\$	\$
Titres de participation			
Énergie			
Birchcliff Energy	101 300	419 289	549 046
Cenovus Energy	106 050	1 442 432	2 310 830
ConocoPhillips	22 000	1 002 887	3 137 795
Enerflex	135 475	1 210 057	1 938 647
Hess Corporation	6 875	389 384	1 315 160
Peyto Exploration & Development Corporation	200 000	1 375 995	3 428 000
Shell	29 375	2 033 630	2 646 796
Suncor Énergie	32 150	998 372	1 649 617
TotalEnergies	51 000	3 379 746	4 053 599
		12 251 792	21 029 490
Matériaux			
5N Plus	76 700	310 398	566 046
Arkema	32 325	3 274 436	3 540 745
Barrick Gold Corporation	82 600	1 944 207	1 841 154
Berry Global Group	41 800	2 880 215	3 887 771
Canfor Pulp Products	56 000	340 889	42 560
Cascades	162 900	1 568 120	1 940 139
Eastman Chemical	34 175	3 285 319	4 488 445
Graphic Packaging Holding	44 650	1 280 069	1 744 106
Holcim	33 506	2 638 642	4 645 281
Hudbay Minerals	209 000	1 344 501	2 436 940
Interfor Corporation	20 000	353 470	335 800
Kuraray	186 300	2 057 465	3 887 966
Lundin Mining Corporation	135 600	698 800	1 677 372
Nutrien	43 575	2 157 635	2 802 744
Regis Resources	1 053 500	1 882 089	2 392 165
Smurfit Westrock	57 125	2 403 585	4 440 929
Teck Resources	23 725	254 778	1 382 693
Wacker Chemie	32 600	4 153 849	3 400 456
West Fraser Timber Corporation	19 997	1 198 698	2 490 626
		34 027 165	47 943 938
Produits industriels			
Air Canada	156 000	742 348	3 472 560
Bombardier	25 350	503 071	2 477 963
Bunzl	29 300	914 658	1 739 486
CAE	65 350	1 412 037	2 385 275
FedEx Corporation	7 600	1 860 718	3 075 043
FLSmidth & Co.	37 500	1 413 323	2 666 086
Fraport AG Frankfurt Airport Services Worldwide	14 600	849 082	1 271 985
Mitsui & Co.	87 450	775 295	2 649 711
Siemens	23 000	2 779 611	6 458 784
United Parcel Service	6 525	566 786	1 183 361
		11 816 929	27 380 254

Les notes jointes font partie intégrante des états financiers.



	Quantité	Coût	Juste valeur
		\$	\$
Titres de participation (suite)			
Consommation discrétionnaire			
Industries Dorel	100 000	600 938	389 000
Kingfisher	736 700	2 210 161	3 300 142
Linamar Corporation	56 675	2 041 143	3 218 573
Lululemon Athletica	2 530	923 006	1 391 462
Magna International	59 575	2 800 699	3 579 266
Panasonic Holdings Corporation	172 700	2 038 138	2 596 626
Skechers USA	32 000	1 461 975	3 094 562
Société Canadian Tire	25 644	1 855 136	3 877 886
		13 931 196	21 447 517
Consommation courante			
Aliments Maple Leaf	99 400	2 617 076	2 021 795
Associated British Foods	125 000	3 606 456	4 599 859
Carrefour	195 250	4 611 676	3 992 407
George Weston	19 000	1 829 027	4 247 259
Wal-Mart Stores	31 400	668 247	4 080 179
		13 332 482	18 941 499
Soins de santé			
Abbvie	14 425	1 386 969	3 686 589
CVS Health Corporation	53 975	4 545 480	3 484 687
Genmab	9 840	2 955 821	2 932 934
Gilead Sciences	21 625	2 020 678	2 872 821
GlaxoSmithKline	77 540	3 750 957	3 771 559
Illumina	26 775	4 343 096	5 145 825
Merck & Co.	9 725	673 034	1 391 384
Pfizer	171 700	5 756 276	6 551 324
Roche Holding	8 300	2 908 478	3 365 470
Sanofi	42 000	3 848 949	5 863 374
		32 189 738	39 065 967
Services financiers			
Allianz	6 110	1 607 852	2 692 524
Bank of America Corporation	73 325	2 309 877	4 634 816
Banque Canadienne Impériale de Commerce	47 800	2 627 266	4 346 454
Banque de la Nouvelle-Écosse	72 000	4 547 005	5 557 680
Banque de Montréal	33 775	2 247 577	4 713 301
Banque Royale du Canada	30 000	2 264 048	5 199 600
Banque Toronto-Dominion	50 000	2 517 284	3 826 500
BNP Paribas	57 000	3 596 929	5 027 090
Citigroup	46 525	2 829 689	4 709 978
Financière Sun Life	55 425	1 798 058	4 730 524
ING Groep	134 200	2 081 941	3 023 882
Invesco	82 854	1 247 177	2 082 938
Power Corporation du Canada	107 325	2 943 761	4 812 453
Société Financière Manuvie	95 000	1 731 921	4 195 200

Les notes jointes font partie intégrante des états financiers.



	Quantité	Coût \$	Juste valeur \$
Titres de participation (suite)			
Services financiers (suite)			
State Street Corporation	28 450	1 561 081	4 016 004
Truist Financial Corporation	62 000	3 591 596	3 868 145
Wells Fargo & Co.	32 182	2 086 200	3 251 016
		41 589 262	70 688 105
Immobilier			
Macerich Company	96 950	1 771 032	2 777 529
Morguard Corporation	11 600	382 619	1 349 312
		2 153 651	4 126 841
Technologie			
Alps Alpine	145 500	1 712 700	2 147 050
Celstica	5 100	34 672	676 566
Cirrus Logic	17 875	1 482 360	2 559 998
Intel Corporation	86 750	3 617 011	2 501 528
Open Text Corporation	100 000	4 140 010	4 068 000
Oracle Corporation	15 050	764 440	3 606 926
Samsung Electronics Corporation	2 998	4 309 035	3 879 758
SAP	8 070	1 139 314	2 839 950
Skyworks Solutions	34 125	4 065 275	4 352 310
		21 264 817	26 632 086
Services de communication			
Alphabet	31 215	3 152 582	8 549 546
AT&T	175 000	3 968 266	5 730 897
BCE	74 775	2 647 099	2 491 503
Cogeco Communications	25 000	1 554 499	1 683 750
Comcast Corporation	85 500	1 971 606	4 614 942
Meta Platforms	13 500	2 368 300	11 368 145
Québecor	80 000	659 738	2 520 000
Rogers Communications	80 475	3 134 161	3 556 190
Telefonica	352 000	1 783 101	2 063 866
Telus Corporation	125 150	1 766 372	2 439 174
Verizon Communications	70 000	3 420 440	4 025 974
		26 426 164	49 043 987
Services à la collectivité			
Capital Power Corporation	28 425	645 063	1 811 241
EDP - Energias de Portugal	687 412	3 119 918	3 164 386
Veolia Environnement	92 400	2 554 404	3 730 567
		6 319 385	8 706 194
Fonds d'investissement			
Letko Brosseau Fonds d'actions de marchés émergents	5 157 253	55 268 440	65 977 255
Total des titres de participation		270 571 021	400 983 133

Les notes jointes font partie intégrante des états financiers.



	Valeur nominale	Coût \$	Juste valeur \$
Obligations gouvernementales canadiennes			
Gouvernements provinciaux et sociétés d'État			
British Columbia Investment Management Corporation			
4,900 %, 2033-06-02	3 500 000	3 487 435	3 788 397
CPPIB Capital			
2,850 %, 2027-06-01	3 175 000	3 171 127	3 160 611
1,950 %, 2029-09-30	4 360 000	3 889 974	4 121 948
2,250 %, 2031-12-01	1 000 000	870 950	924 816
3,950 %, 2032-06-02	2 055 000	1 967 457	2 107 889
Financière CDP			
3,700 %, 2028-03-08	390 000	382 200	396 570
3,950 %, 2029-09-01	4 265 000	4 251 747	4 392 227
Obligations à rendement réel du gouvernement canadien			
2,910 %, 2041-12-01	2 495 000	3 648 845	3 881 415
2,099 %, 2044-12-01	2 795 000	3 640 032	3 880 854
Ontario Teachers' Finance Trust			
4,150 %, 2029-11-01	8 310 000	8 334 593	8 626 234
4,450 %, 2032-06-02	4 345 000	4 483 619	4 564 857
Province de la Colombie-Britannique			
4,150 %, 2034-06-18	4 535 000	4 434 958	4 650 425
Province de l'Alberta			
2,550 %, 2027-06-01	1 000 000	1 011 490	989 172
Province de l'Ontario			
1,350 %, 2026-09-08	9 600 000	9 629 830	9 343 741
2,600 %, 2027-06-02	13 450 000	13 999 971	13 321 512
3,650 %, 2033-06-02	6 200 000	5 837 810	6 186 826
4,150 %, 2034-06-02	7 020 000	6 879 600	7 212 156
Province de Terre-Neuve-et-Labrador			
2,300 %, 2025-06-02	1 500 000	1 585 620	1 494 918
3,000 %, 2026-06-02	4 465 000	4 607 998	4 463 291
1,250 %, 2027-06-02	3 400 000	3 298 340	3 255 661
3,850 %, 2027-10-17	1 000 000	998 640	1 019 937
2,850 %, 2028-06-02	2 500 000	2 355 000	2 475 865
2,050 %, 2031-06-02	1 500 000	1 267 350	1 375 155
Province du Manitoba			
2,600 %, 2027-06-02	3 195 000	3 247 469	3 163 286
4,250 %, 2034-06-02	5 715 000	5 636 863	5 896 502
Province du Nouveau-Brunswick			
2,600 %, 2026-08-14	9 500 000	9 672 065	9 438 484
PSP Capital			
1,500 %, 2028-03-15	1 030 000	942 697	980 472
3,750 %, 2029-06-15	2 000 000	2 007 080	2 045 459
2,600 %, 2032-03-01	6 140 000	5 279 540	5 773 388
4,150 %, 2033-06-01	6 160 000	6 008 998	6 355 702
		126 829 298	129 287 770



	Valeur nominale	Coût \$	Juste valeur \$
Obligations gouvernementales canadiennes (suite)			
Municipalités et institutions parapubliques			
Municipal Finance Authority of British Columbia			
3,350 %, 2027-06-01	500 000	499 200	503 318
4,500 %, 2028-12-03	400 000	403 644	419 346
Municipalité régionale de York			
2,500 %, 2026-06-02	2 500 000	2 513 650	2 482 034
2,350 %, 2027-06-09	475 000	475 945	466 866
South Coast British Columbia Transportation Authority			
3,050 %, 2025-06-04	425 000	423 657	424 921
Toronto Hydro Corporation			
2,520 %, 2026-08-25	875 000	835 032	865 393
2,430 %, 2029-12-11	800 000	714 275	762 864
Ville de Barrie			
1,068 %, 2025-07-05	1 000 000	1 000 000	988 670
Ville de Vancouver			
2,900 %, 2025-11-20	200 000	199 328	199 720
		7 064 731	7 113 132
Total des obligations gouvernementales canadiennes		133 894 029	136 400 902
Obligations de sociétés			
Allied Properties Real Estate Investment Trust			
3,636 %, 2025-04-21	210 000	201 852	209 884
1,726 %, 2026-02-12	385 000	364 634	375 101
3,113 %, 2027-04-08	700 000	650 650	679 371
AltaGas			
2,157 %, 2025-06-10	200 000	188 128	198 760
2,075 %, 2028-05-30	150 000	130 020	142 269
Banque Canadienne Impériale de Commerce			
5,500 %, 2028-01-14	2 925 000	2 971 075	3 082 083
Banque de la Nouvelle-Écosse			
3,100 %, 2028-02-02	2 550 000	2 439 248	2 529 064
Banque de Montréal			
2,700 %, 2026-12-09	630 000	664 988	624 572
3,190 %, 2028-03-01	2 000 000	1 922 660	1 987 748
5,039 %, 2028-05-29	485 000	485 000	506 579
Banque Royale du Canada			
4,930 %, 2025-07-16	1 700 000	1 765 595	1 715 620
Banque Toronto-Dominion			
4,680 %, 2029-01-08	990 000	968 516	1 025 673
Bell Canada			
1,650 %, 2027-08-16	1 775 000	1 696 320	1 699 744
2,200 %, 2028-05-29	550 000	491 150	525 854
4,550 %, 2030-02-09	400 000	399 148	409 674
Capital Power Corporation			
4,986 %, 2026-01-23	1 406 000	1 397 544	1 423 813

Les notes jointes font partie intégrante des états financiers.



	Valeur nominale	Coût \$	Juste valeur \$
Obligations de sociétés (suite)			
Enbridge			
5,700 %, 2027-11-09	900 000	915 546	949 556
4,900 %, 2028-05-26	250 000	249 968	259 811
Enbridge Gas			
2,810 %, 2026-06-01	1 910 000	1 790 646	1 894 714
2,370 %, 2029-08-09	550 000	495 336	522 370
Financière Sun Life			
2,800 %, 2033-11-21	1 400 000	1 225 980	1 352 801
Fortis			
2,180 %, 2028-05-15	2 075 000	1 847 243	1 993 238
4,431 %, 2029-05-31	500 000	498 625	513 477
Les compagnies Loblaw			
4,488 %, 2028-12-11	500 000	500 925	516 403
RioCan Fonds de placement immobilier			
2,829 %, 2028-11-08	1 425 000	1 237 813	1 363 838
4,628 %, 2029-05-01	930 000	891 558	946 557
Rogers Communications			
3,650 %, 2027-03-31	2 590 000	2 503 229	2 593 316
3,250 %, 2029-05-01	825 000	734 343	804 802
SmartCentres Real Estate Investment Trust			
1,740 %, 2025-12-16	500 000	451 030	491 782
3,192 %, 2027-06-11	1 300 000	1 271 586	1 279 866
Société Financière Manuvie			
5,409 %, 2033-03-10	1 500 000	1 485 300	1 573 174
Telus Corporation			
2,750 %, 2026-07-08	2 975 000	2 874 617	2 945 123
2,350 %, 2028-01-27	1 200 000	1 068 264	1 156 242
Thomson Reuters Corporation			
2,239 %, 2025-05-14	2 000 000	1 938 560	1 990 987
TransCanada PipeLines			
4,350 %, 2026-05-12	675 000	671 941	681 989
Total des obligations de sociétés		39 389 038	40 965 855
Total des obligations		173 283 067	177 366 757
Titres de marché monétaire			
Bons du Trésor de l'Alberta			
2025-01-07	4 400 000	4 362 305	4 362 305
2025-02-18	1 070 000	1 061 472	1 061 472
Bons du Trésor de l'Ontario			
2025-02-05	4 625 000	4 584 994	4 584 994
2025-02-19	1 295 000	1 285 508	1 285 508
2025-02-26	925 000	917 353	917 353
2025-03-19	6 410 000	6 362 866	6 362 866
Bons du Trésor du Canada			
2025-02-05	1 365 000	1 871 644	1 941 362

Les notes jointes font partie intégrante des états financiers.



	Valeur nominale	Coût \$	Juste valeur \$
Titres de marché monétaire (suite)			
Bons du Trésor du Manitoba			
2025-01-15	330 000	327 050	327 050
2025-03-05	80 000	79 338	79 338
Bons du Trésor du Québec			
2025-01-17	160 000	158 602	158 602
2025-02-07	550 000	541 783	541 783
2025-03-07	160 000	158 979	158 979
Province de la Colombie-Britannique, billets			
2025-01-16	570 000	780 800	810 884
2025-01-23	530 000	526 306	526 306
2025-02-19	1 520 000	2 117 600	2 165 111
2025-02-21	1 330 000	1 826 801	1 886 801
2025-02-21	1 540 000	1 524 030	1 524 030
2025-03-03	645 000	897 245	917 440
2025-04-07	1 690 000	2 402 518	2 401 793
2025-04-11	2 500 000	2 478 400	2 478 400
2025-04-14	1 390 000	1 934 535	1 967 446
2025-05-15	95 000	93 743	93 743
Province de la Nouvelle-Écosse, billets			
2025-01-21	255 000	253 858	253 858
Province de la Saskatchewan, billets			
2025-01-21	160 000	158 538	158 538
Province de l'Alberta, billets			
2025-02-05	1 345 000	1 333 817	1 333 817
2025-02-24	1 340 000	1 328 369	1 328 369
2025-03-10	370 000	367 018	367 018
2025-03-25	310 000	307 002	307 002
Province de Québec, billets			
2025-03-12	10 200 000	14 080 843	14 476 956
2025-03-21	5 775 000	8 124 711	8 206 678
Total des titres de marché monétaire		62 248 028	62 985 802
Coûts de transactions de portefeuille inclus dans le coût des titres		(356 596)	
Total des placements		505 745 520	641 335 692



1. Établissement du fonds

Letko Brosseau Fonds équilibré / Letko Brosseau Balanced Fund (le « Fonds ») est une fiducie à participation unitaire privée constituée par une convention de fiducie établie le 30 novembre 2004 et ses amendements connexes, et régie par les lois de la province de l'Ontario. Son siège social est situé au 155 Wellington Street West, Toronto, Ontario, Canada, M5V 3L3.

La convention de fiducie désigne Fiducie RBC Services aux investisseurs en tant que fiduciaire du Fonds, gardien de valeurs et agent chargé de la tenue des registres (le « Fiduciaire ») et Letko, Brosseau & Associés Inc. en tant que gérant du Fonds (le « Gérant »).

2. Base de présentation

Les états financiers, dont la monnaie fonctionnelle et de présentation est le dollar canadien, ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière, connues sous l'abréviation et ci-après nommées « normes IFRS de comptabilité » publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), et sont conformes aux exigences des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (« ACVM »).

Les états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration du Gérant le 5 février 2026.

Les états financiers ont été préparés sur la base du coût historique à l'exception de l'encaisse et des placements qui sont évalués à la juste valeur.

3. Informations significatives sur les méthodes comptables

Instruments financiers

Classification

Le Fonds classe ses actifs financiers en fonction du modèle économique du Fonds en ce qui a trait à la gestion des actifs financiers et en fonction des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels s'y rattachant. En s'appuyant sur l'objectif du Fonds de générer une croissance du capital à long terme, et sur la gestion et l'évaluation du rendement du portefeuille sur la base de la juste valeur, le Fonds applique le modèle économique exigeant que son portefeuille, qui inclut l'encaisse et les placements, soit classé à la juste valeur par le biais du résultat net. Les autres actifs et passifs financiers, à l'exception de l'obligation au titre de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables, sont classés au coût amorti. Les parts rachetables sont classées comme passifs financiers, car elles comportent une obligation contractuelle pour le Fonds de les racheter contre des espèces ou un autre actif financier à la demande du détenteur de parts. L'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables est évalué à la valeur liquidative, comme décrit à la note 7.

Comptabilisation et évaluation

Le Fonds comptabilise les instruments financiers à leur juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Les achats et ventes de placements sont comptabilisés à la date de transaction. Subséquemment à la comptabilisation initiale, l'encaisse et les placements sont évalués à la juste valeur et les gains et pertes découlant des variations de la juste valeur sont constatés aux états du résultat global. Les autres actifs et passifs financiers sont initialement comptabilisés à la date à laquelle ils sont créés et ils sont subséquemment évalués au coût amorti.

Les coûts de transactions de portefeuille engagés par le Fonds lors de l'achat et de la vente des placements sont passés en charges lorsqu'ils sont engagés.



3. Informations significatives sur les méthodes comptables (suite)

Instruments financiers (suite)

Juste valeur

La juste valeur des placements du Fonds négociés sur des marchés actifs est déterminée en utilisant le cours de clôture des marchés à la date des états financiers. Selon le cas, le cours de clôture est obtenu d'une bourse accréditée où le titre correspondant est le plus négocié ou de courtiers en valeurs mobilières indépendants et reconnus. Lorsque le cours de clôture n'est pas compris dans l'intervalle entre le cours acheteur et le cours vendeur à la date des états financiers, le Gérant et le Fiduciaire déterminent le prix, compris dans cet intervalle, qui est le plus représentatif de la juste valeur, en tenant compte des faits et circonstances applicables. Les parts de fonds d'investissement détenues par le Fonds qui ne sont pas négociées sur des marchés actifs sont évaluées à la juste valeur sur la base de leur valeur liquidative telle que déterminée par leur fiduciaire.

Les méthodes comptables utilisées pour évaluer les placements sont identiques à celles utilisées pour déterminer la valeur liquidative aux fins des opérations avec les porteurs de parts.

Des informations sur le niveau de fiabilité de l'évaluation à la juste valeur des actifs financiers sont présentées à la note 14. Le transfert d'un actif financier d'un niveau à un autre est effectué au moment où surviennent les événements ou circonstances le justifiant.

Dépréciation d'actifs financiers

Le Fonds comptabilise une provision pour pertes attendues sur les actifs financiers évalués au coût amorti. Le Fonds applique l'approche simplifiée pour provisionner les pertes attendues prescrite par la norme IFRS 9, qui exige l'utilisation d'une provision pour pertes attendues sur la durée de vie de tous les actifs évalués au coût amorti. Les pertes de valeur sur les actifs financiers évalués au coût amorti, le cas échéant, sont comptabilisées dans les états du résultat global.

Constatation des revenus

Les revenus de placements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Les revenus d'intérêts à des fins de distribution sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés. Le Fonds n'amortit pas les primes payées et escomptes reçus à l'achat des titres à revenu fixe, à l'exception des obligations à coupon zéro qui sont amorties selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les revenus de dividendes sont comptabilisés à la date ex-dividende et les distributions sur les parts de fonds d'investissement sont comptabilisées à la date ex-distribution. Les revenus de prêts de titres sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés. Les gains et les pertes réalisés à la vente de placements sont comptabilisés à la date de transaction et sont déterminés selon la méthode du coût moyen.

Conversion des devises

Les transactions en devises sont converties en dollars canadiens au cours de change en vigueur aux dates de transactions. Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au cours de change en vigueur à la date des états financiers. Les écarts de conversion des devises sont constatés aux états du résultat global.

Variation de l'actif net par part attribuable aux porteurs de parts rachetables

Cette variation, présentée aux états du résultat global, représente l'augmentation ou la diminution de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables sur le nombre moyen de parts rachetables en circulation pendant l'exercice.



3. Informations significatives sur les méthodes comptables (suite)

Utilisation d'estimations, jugements et hypothèses

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS de comptabilité exige du Gérant qu'il exerce son jugement dans l'application des méthodes comptables, procède à des estimations et établit des hypothèses concernant les événements futurs. Le paragraphe suivant présente une analyse des jugements et estimations comptables les plus significatifs établis par le Gérant aux fins de la préparation des états financiers.

Entité d'investissement

Le Gérant a déterminé que le Fonds répond à la définition d'une entité d'investissement conformément à IFRS 10, États financiers consolidés. Par conséquent, dans l'éventualité où le Fonds détiendrait un placement dans une filiale, le Fonds comptabiliserait ce placement à la juste valeur par le biais du résultat net.

Classement des parts rachetables

Le Gérant a déterminé que les parts rachetables du Fonds doivent être classées comme passifs, étant donné que les conditions de classification en capitaux propres conformément à la norme IAS 32, Instruments financiers : présentation, ne sont pas remplies.

4. Normes comptables futures

IFRS 18, Présentation et informations à fournir dans les états financiers

L'IASB a publié le 9 avril 2024 la norme IFRS 18, Présentation et informations à fournir dans les états financiers, qui remplacera IAS 1, Présentation des états financiers. Cette nouvelle norme, en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2027, vise à améliorer la comparabilité et la transparence des états financiers en introduisant un état du résultat global plus structuré. Le Gérant évalue présentement les implications de l'IFRS 18 et son impact sur les états financiers et les informations à fournir du Fonds.

5. Intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées

Le Fonds détient des parts rachetables de Letko Brosseau Fonds d'actions de marchés émergents, un fonds d'investissement qui est également géré par Letko, Brosseau & Associés Inc. Les parts détenues peuvent être rachetées quotidiennement. L'objectif d'investissement de Letko Brosseau Fonds d'actions de marchés émergents est d'optimiser le rendement en construisant un portefeuille international bien diversifié, constitué principalement d'actions de sociétés exposées à la croissance accélérée des économies en développement. Ce fonds est entièrement financé par des apports en capital provenant des investisseurs. Au 31 décembre 2024, la valeur de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables de Letko Brosseau Fonds d'actions de marchés émergents est de 1 582 435 468 \$ (31 décembre 2023 : 1 540 911 128 \$) et le montant de la perte maximale auquel le Fonds est exposé est de 65 977 255 \$ (31 décembre 2023 : 69 704 421 \$) correspondant à la juste valeur de l'investissement détenu.

6. Parts rachetables en circulation

Le Fonds est autorisé à émettre un nombre illimité de séries de parts, chaque série comprenant un nombre illimité de parts sans valeur nominale. Chaque part du Fonds confère à son porteur un droit de vote et de participation et est rachetable au gré du porteur à sa valeur liquidative.

Le Fonds offre actuellement des parts des séries I et F pour émission comme suit :

Série I	Disponible pour les investisseurs qualifiés à la discrétion du Gérant.
Série F	Disponible pour les investisseurs qualifiés qui ne sont pas admissibles à l'achat de parts de la série I.



6. Parts rachetables en circulation (suite)

Au cours des exercices clos les 31 décembre, les opérations sur les parts rachetables de série I se présentent comme suit :

	2024	2023
Nombre de parts rachetables en circulation au début de l'exercice	32 984 543	36 149 658
Nombre de parts rachetables émises et rachetées au cours de l'exercice		
Émises au comptant et autres contreparties	1 978 811	1 353 279
Émises au réinvestissement des distributions	2 326 521	1 224 230
Rachetées	(2 894 684)	(5 742 624)
Nombre de parts rachetables en circulation à la fin de l'exercice	34 395 191	32 984 543

Aucune part de la série F n'a été émise depuis le début des opérations du Fonds.

7. Évaluation des parts rachetables et distributions

La valeur liquidative des parts du Fonds est déterminée en divisant la juste valeur de l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables du Fonds par le nombre de parts rachetables par classe de parts en circulation à la fin de chaque date d'évaluation.

Les revenus de dividendes, d'intérêts et de prêts de titres, nets des charges du Fonds, sont constatés à l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables. À la fin de chaque mois, les revenus reçus, nets des charges payées, sont distribués et réinvestis sous forme de parts rachetables supplémentaires ou, au choix du porteur de parts, versés en espèces. Les gains ou pertes réalisés à la vente de placements sont constatés à l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables et les gains, nets des pertes, sont distribués et réinvestis à la fin de l'année d'imposition sous forme de parts rachetables supplémentaires ou, au choix du porteur de parts, versés en espèces. À la demande du Gérant, des distributions additionnelles de revenus et de gains peuvent survenir à d'autres moments durant l'année fiscale dans des circonstances exceptionnelles.

8. Gestion du capital

Le capital du Fonds est constitué de parts rachetables émises et en circulation. Conformément à la mission du Fonds, la quasi-totalité de son capital est investie en placements. Les informations sur les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital du Fonds sont décrites à la note 13. Le Fonds n'est soumis à aucune exigence externe en matière de gestion de son capital.

9. Opérations entre parties liées

Le tableau ci-dessous résume les opérations conclues au cours de l'exercice entre le Fonds et des parties qui lui sont liées. Les parties liées représentent le Gérant, les fonds d'investissement et les sociétés en commandite gérés par celui-ci, les administrateurs du Gérant, des sociétés contrôlées par les administrateurs du Gérant, des membres de la famille de ces administrateurs ainsi qu'un régime de participation différée aux bénéfices des employés du Gérant.

	Gérant \$	Autres parties liées \$
2024		
Parts rachetables émises et rachetées		
Émises au comptant et autres contreparties	-	10 150
Émises au réinvestissement des distributions	147 525	4 100 541
Rachetées	-	(566)
	147 525	4 110 125



9. Opérations entre parties liées (suite)

	Gérant \$	Autres parties liées \$
2023		
Parts rachetables émises et rachetées		
Émises au comptant et autres contreparties	-	57 500
Émises au réinvestissement des distributions	66 329	1 843 740
Rachetées	-	(55 562)
	66 329	1 845 678

Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités du Fonds et ont été effectuées à la valeur liquidative à la date des opérations.

Au 31 décembre, la juste valeur marchande totale des parts du Fonds détenues par des parties liées se présente comme suit :

	2024 \$	2023 \$
Gérant	2 083 610	1 848 708
Autres parties liées	57 916 895	51 378 332
	60 000 505	53 227 040

10. Revenus nets de prêts de titres

Le Fonds participe à un programme de prêt de titres avec le Fiduciaire. Les opérations de prêt de titres consistent en un prêt temporaire de titres à des emprunteurs qui fournissent des garanties et s'engagent à remettre les mêmes titres au Fonds à une date ultérieure. Selon les modalités du programme, le Fonds reçoit des garanties représentant au minimum 102 % de la juste valeur des titres prêtés. Les garanties sont principalement composées de titres de créance ayant une cote de crédit élevée. La juste valeur des titres prêtés est déterminée conformément aux pratiques courantes de marché et des garanties additionnelles sont exigées si nécessaire.

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur totale des titres prêtés et des garanties détenues pour les opérations de prêt de titres au 31 décembre. Les titres prêtés continuent d'être inclus dans les états de la situation financière.

	2024 \$	2023 \$
Juste valeur totale des titres prêtés	152 456 017	130 164 092
Valeur totale des garanties	155 505 827	132 859 454

Les revenus de prêts de titres aux états du résultat global sont présentés nets des frais sur prêt de titres auxquels le Fiduciaire du Fonds a droit, conformément aux termes du programme. Pour les exercices terminés le 31 décembre, les revenus de prêts de titres se détaillent comme suit :

	2024 \$	2023 \$
Revenus bruts de prêts de titres	207 919	231 502
Charges de prêts de titres	(83 167)	(92 601)
Revenus nets de prêts de titres	124 752	138 901
Charges de prêts de titres en % des revenus bruts de prêts de titres	40,0 %	40,0 %



II. Honoraires

Le Fiduciaire reçoit des honoraires calculés selon une entente intervenue entre lui et le Gérant.

Les honoraires de gestion du Gérant sont facturés directement aux porteurs de parts de la série I.

Le Gérant facture au Fonds des honoraires de gestion équivalant à 0,50 % par année de la valeur liquidative de la série F, payables trimestriellement à terme échu.

12. Impôts sur le revenu

Aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada et de la Loi sur les impôts du Québec, le Fonds est assujéti en tant que fiducie de fonds communs et a fait le choix de clore son année d'imposition le 15 décembre. Le Fonds est imposé sur ses revenus reçus et non distribués aux porteurs de parts. Le Fonds distribue aux porteurs de parts ses revenus de dividendes, d'intérêts et de prêts de titres, nets des charges, et une portion suffisante de ses gains en capital nets réalisés pour éliminer l'impôt sur le revenu.

13. Risques associés aux instruments financiers

Gestion du risque - Analyse

Le Fonds a pour objectif de générer un revenu et une appréciation du capital par la création d'un portefeuille bien diversifié, équilibré entre des titres de participation et des titres à revenu fixe. La portion des titres à revenu fixe comprend principalement des obligations de sociétés et de gouvernements canadiens. La portion des titres de participation comprend principalement des titres de sociétés cotées en bourse, diversifiés entre les pays, les secteurs et les sociétés. Le Gérant surveille régulièrement la pondération relative des différents titres de participation et des titres à revenu fixe, des secteurs et des pays, et tient également compte de la capitalisation boursière et de la liquidité de chaque titre.

Lorsque le Fonds investit dans d'autres fonds d'investissement, il peut être exposé indirectement aux risques liés aux instruments financiers détenus par ces fonds en fonction de leurs objectifs de placement et de la nature des titres qu'ils détiennent.

Risque de crédit

Le risque de crédit maximal auquel le Fonds est exposé correspond au total de la juste valeur des titres d'emprunt compris dans les placements, ainsi que des intérêts, dividendes et autres montants à recevoir présentés aux états de la situation financière. La juste valeur de ces instruments financiers tient compte de la solvabilité de l'émetteur et représente donc le risque de crédit maximal auquel le Fonds est exposé.

Le risque de crédit principal auquel le Fonds est exposé découle de ses placements dans des titres d'emprunt. Le Gérant est d'avis que le risque de crédit associé à ces placements dans des titres d'emprunt est limité étant donné qu'il investit dans des émetteurs présentant une cote de crédit élevée. Le Fonds détient des placements en obligations dont la répartition par cote de crédit s'établit comme suit :

Cote de crédit	2024 % de l'actif net	2023 % de l'actif net
AAA	8,47	6,46
AA	7,98	4,08
A	7,35	13,72
BBB	3,56	4,21
BB	0,20	0,13



13. Risques associés aux instruments financiers (suite)

Risque de crédit (suite)

Les cotes de crédit attribuées aux titres de marché monétaire ne sont pas présentées ci-dessus, le risque de crédit y afférent étant négligeable compte tenu de leur échéance à court terme.

Le Fonds n'est pas exposé à un risque de crédit relativement au placement qu'il détient dans Letko Brosseau Fonds d'actions de marchés émergents étant donné que ce fonds ne détient pas d'investissements importants dans des titres d'emprunt.

Le risque de crédit associé aux opérations de prêt de titres est considéré comme minime étant donné la nature et la valeur des garanties détenues par le Fonds dans le cadre de ces opérations.

Toutes les transactions visant des titres cotés sont réglées ou payées à la livraison, en faisant appel à des courtiers approuvés. Le risque d'inexécution est considéré comme limité, car les titres vendus ne sont livrés que lorsque le courtier a reçu le paiement. Le paiement au titre d'un achat est effectué lorsque les titres ont été reçus par le courtier. La transaction échoue si l'une ou l'autre des parties manque à son obligation.

Risque de liquidité

Les parts émises par le Fonds sont rachetables au gré du porteur, exposant ainsi le Fonds au risque de liquidité. Le risque de liquidité est minimisé puisque la majorité des actifs du Fonds est constituée de placements négociés en bourse ou dans un marché organisé, qui peuvent être facilement liquidés. Le paiement des rachats de parts peut également se faire sous forme de titres à la discrétion du Gérant.

Tous les autres passifs financiers ont une échéance inférieure à douze mois. Le Fonds maintient un niveau de trésorerie que le Gérant du Fonds trouve suffisant afin de maintenir les liquidités nécessaires.

Risques de marché

Pour fins d'information sur les risques de marché, les normes IFRS de comptabilité requièrent la présentation d'une analyse de sensibilité montrant l'impact de changements raisonnablement possibles dans les variables de risque pertinentes sur l'actif net attribuable aux porteurs de parts.

De l'avis du Gérant, cette analyse de sensibilité démontrant l'impact de variations dans le marché sur la valeur des instruments financiers est basée sur la prémisse hautement improbable que toutes les autres variables demeurent constantes. De plus, considérant la pluralité des interrelations entre les diverses composantes du risque de marché, le Gérant est d'avis qu'il n'est pas possible de quantifier l'impact de variations tenant compte de l'interdépendance de ces composantes. Conséquemment, en pratique, les résultats réels pourraient différer des analyses de sensibilité présentées ci-après et les écarts pourraient être significatifs.

Risque de prix

Compte tenu de l'incertitude concernant les prix futurs des investissements, le Fonds est exposé au risque inhérent lié aux fluctuations du cours du marché. Conséquemment, le risque maximal auquel le Fonds est exposé correspond à la juste valeur de ses placements.



13. Risques associés aux instruments financiers (suite)

Risques de marché (suite)

Risque de prix (suite)

Les meilleures estimations du Gérant quant à l'impact, à la hausse ou à la baisse, sur la valeur des placements et de l'actif net du Fonds découlant des changements probables à l'égard des indices de référence, toutes autres variables étant égales par ailleurs, s'établissent approximativement comme suit :

Indices de référence	Variation en %	2024 Impact \$	2023 Impact \$
Indice de rendement total des Bons du Trésor à 91 jours FTSE Canada	0,25	159 000	25 000
Indice de rendement total des obligations universelles FTSE Canada	1,00	1 777 000	1 690 000
Indice de rendement total plafonné composé S&P/TSX	3,00	3 262 000	3 624 000
Indice de rendement total net MSCI tous les pays du monde	3,00	8 738 000	8 627 000

Risque de change

Le Fonds détient des titres d'émetteurs étrangers dans son portefeuille de placements. La valeur de ces titres est tributaire de la variation dans le cours des devises. Ces fluctuations peuvent accroître la volatilité à court terme des titres étrangers sur les marchés et avoir des conséquences sur le rendement à court terme du Fonds.

Le Fonds détient des actifs en devises dont la répartition s'établit comme suit :

Devises	2024 % de l'actif net	2023 % de l'actif net
Dollars américains	28,35	25,84
Euros	7,94	9,01
Autres devises représentant moins de 5 % individuellement	14,41	15,10

Au 31 décembre 2024, une augmentation ou une diminution de 3 % de la valeur de la monnaie canadienne par rapport aux devises, toutes autres variables étant égales par ailleurs, aurait résulté en une variation à la hausse ou à la baisse de la valeur des placements et de l'actif net du Fonds d'un montant approximatif de 9 793 000 \$ (31 décembre 2023 : 8 829 000 \$).

La répartition en devises présentée ci-dessus et la variation calculée tiennent compte du fait que le Fonds détient des parts de Letko Brosseau Fonds d'actions de marchés émergents, lequel détient des placements en devises.

Risque de taux d'intérêt

Le Fonds est sujet au risque de taux d'intérêt majoritairement sur les obligations qu'il détient et dont les échéances sont les suivantes :

Date d'échéance des obligations	2024 \$	2023 \$
Moins de 1 an	7 715 262	3 273 711
1 à 5 ans	109 717 467	115 991 028
5 à 10 ans	52 171 760	49 275 080
10 ans et plus	7 762 268	-
Total	177 366 757	168 539 819



13. Risques associés aux instruments financiers (suite)

Risques de marché (suite)

Risque de taux d'intérêt (suite)

Une augmentation ou une diminution de 1 % dans les taux d'intérêt, toutes autres variables étant égales par ailleurs, aurait résulté en une variation à la baisse ou à la hausse de la valeur des placements et de l'actif net d'un montant approximatif de 6 773 000 \$ (31 décembre 2023: 6 017 000 \$). Les fluctuations de taux d'intérêt n'ont aucun effet significatif sur la valeur des titres de marché monétaire étant donné leur échéance à court terme.

Le Fonds est exposé au risque de taux d'intérêt relativement à ses titres de participation puisque leur valeur est tributaire des taux utilisés dans l'actualisation des dividendes futurs ainsi que par l'effet général qu'ont les taux d'intérêt sur l'économie, la disponibilité du crédit et la profitabilité des sociétés. Le Gérant est d'avis qu'il n'est pas possible de quantifier l'impact de variations tenant compte de l'interdépendance de ces composantes.

14. Informations sur la juste valeur des instruments financiers

Les instruments financiers mesurés à la juste valeur sont catégorisés selon une hiérarchie comportant trois niveaux, reflétant la fiabilité des données utilisées pour établir les évaluations à la juste valeur.

- Niveau 1 : instruments financiers pour lesquels la juste valeur est déterminée sur la base de prix cotés sur des marchés actifs;
- Niveau 2 : instruments financiers pour lesquels la juste valeur est déterminée à l'aide de modèles d'évaluation basés sur des données de marché qui sont observables;
- Niveau 3 : instruments financiers pour lesquels la juste valeur est déterminée à l'aide de modèles d'évaluation qui ne sont pas basés sur des données de marché observables.

Les placements détenus par le Fonds et présentés à la juste valeur sont classés comme suit :

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
2024	\$	\$	\$	\$
Titres de participation, excluant le fonds d'investissement	335 005 878	-	-	335 005 878
Fonds d'investissement	-	65 977 255	-	65 977 255
Obligations	129 287 770	48 078 987	-	177 366 757
Titres de marché monétaire	62 985 802	-	-	62 985 802
	527 279 450	114 056 242	-	641 335 692

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
2023	\$	\$	\$	\$
Titres de participation, excluant le fonds d'investissement	339 589 998	-	-	339 589 998
Fonds d'investissement	-	69 704 421	-	69 704 421
Obligations	116 419 414	52 120 405	-	168 539 819
Titres de marché monétaire	9 447 332	-	-	9 447 332
	465 456 744	121 824 826	-	587 281 570

Au cours des exercices clos les 31 décembre 2024 et 2023, aucun transfert n'a été effectué entre les niveaux.

La valeur comptable des instruments financiers non comptabilisés par le biais du résultat net se rapproche de leur juste valeur compte tenu de leur échéance à court terme.



15. Événements postérieurs à la date de clôture : tarifs douaniers

Plusieurs annonces concernant les tarifs douaniers ont été faites par le gouvernement américain au cours du premier trimestre de 2025. Ces mesures évoluent constamment, tout comme les mesures de représailles annoncées en riposte par le Canada et d'autres pays. Le Gérant continue d'évaluer et de surveiller les risques de marché et l'impact financier des tarifs douaniers, si leur application devait se poursuivre. Il n'est pas possible de prédire avec certitude l'ampleur des conséquences économiques des tarifs douaniers à court et à long terme, ni l'effet potentiel sur la situation financière et la performance future du Fonds. Le Gérant continue de surveiller l'exposition aux risques du Fonds par rapport à son portefeuille de placements afin d'atteindre ses objectifs d'investissement consistant à optimiser les rendements des porteurs de parts.

16. Dispense de l'obligation de dépôt d'états financiers

Le Fonds a avisé les ACVM qu'il se prévaut de la dispense, prévue à l'article 2.11 du Règlement 81-106, de déposer ses états financiers annuels auprès des autorités de réglementation canadiennes puisqu'il répond à toutes les conditions prévues audit règlement.